

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ALIMENTATION

LA GROSSE ARNAQUE DU QUINQUENNAT

Ambitieux sur le papier, ces Etats généraux ont été vidés de leur contenu par un ministre de l'Agriculture aux ordres du marché.

Il avait promis aux Français et à Nicolas Hulot, qui avait lié sa participation au gouvernement à cet enjeu : les Etats généraux de l'alimentation (EGA) allaient changer la donne. On reprenait tout à zéro et on rebattait les cartes afin que la grande distribution cesse d'étrangler ses fournisseurs en payant le juste prix à l'agro-alimentaire et aux agriculteurs. Aux paysans, bien sûr, contraints de vendre à perte et qui demandent uniquement de pouvoir vivre du fruit de leur travail. Aux industriels aussi, tout multinationaux qu'ils soient, ou pas, d'ailleurs, car la France compte encore nombre de PME locales qui créent des emplois et soutiennent l'agriculture. Seulement voilà, serrer le kiki du gros qui se fournit chez le petit revient aussi à serrer le kiki du petit.

Quand une enseigne de grandes surfaces exige une baisse sur le prix de la purée, du jambon ou du yaourt à une marque, celle-ci ne peut faire autrement que de répercuter cette baisse sur le prix de la patate, du porc et du lait qu'elle paye au cultivateur et à l'éleveur. Et c'est évidemment l'industriel qui passe pour l'étrangleur, donc pour le salaud. S'il refuse de consentir à la baisse, il est illico « déréférencé », c'est-à-dire exclu de la liste des fournisseurs. Donc il plie, et le

producteur avec lui. Après quoi les leaders de la grande distribution peuvent se présenter souriants devant les caméras de télé en jurant qu'ils défendent le pouvoir d'achat des Français les plus modestes alors qu'ils ravagent l'économie nationale en important d'Asie des produits bas de gamme dont la concurrence déloyale et faussée (vive la Commission de Bruxelles !) éradique des dizaines de milliers d'emplois. Les cocus, comptez vous. Voilà ce qui, en principe, devait cesser avec les EGA, finalement vidés de leur contenu par un ministre de l'Agriculture aux ordres du marché, Stéphane Travert. La plus belle fumisterie du quinquennat Macron et motif majeur de la démission de Nicolas Hulot. Placé en première ligne de ce rapport de force, Richard Girardot, président de l'Ania (Association nationale des industries alimentaires), est formel : tels qu'ils sont rédigés, les textes de lois issus des EGA, dépourvus de toute obligation légale, vont permettre à la grande distribution de continuer son racket. Stratagème de contournement dont la FNSEA elle-même s'indigne. Fossoyeur de ce qui aurait pu être un grand projet, Travert a été délogé. Nous verrons bien si son successeur, Didier Guillaume, qui connaît ces dossiers par cœur, redresse le sillon. ■



LE RACKET

des petits producteurs par la grande distribution pourra continuer. Ici, récolte de la bonnotte à Noirmoutier.